

Challenges

jeudi 13 février 2020 1265 mots, p. 58,59

En France, l'Etat-providence panse les inégalités

Gaëlle Macke

**Les transferts sociaux et les services publics atténuent l'écart de niveau de vie qui s'accroît entre les plus modestes et les plus aisés. Un système assez efficace mais trop dispendieux pour être sain.**

page 58

page 59

Si la dérive inégalitaire aux Etats-Unis décrite par Emmanuel Saez et Gabriel Zucman est spectaculaire (lire pages précédentes), en France, l'injustice ne triomphe pas. La captation des grandes fortunes, indicateur clé du gourou des inégalités Thomas Piketty, y est bien moindre, avant même que l'Etat s'en mêle (voir graphiques ci-contre). Ainsi, le top 1 % des Français les plus riches capte moitié moins du revenu total que son équivalent outre-Atlantique. La concentration du patrimoine est plus forte mais les 1 % les mieux dotés accaparent moins du quart du patrimoine privé national, contre bien plus d'un tiers pour les milliardaires et millionnaires américains. Mais si, dans le panorama plus vaste des indicateurs d'inégalités et de pauvreté, la France se distingue favorablement, c'est surtout grâce au rôle surpuissant de son système de redistribution, via les impôts et prestations. La plupart des pays occidentaux ont restreint leur Etat-providence depuis l'âge d'or des Trente Glorieuses et plus encore depuis la crise de 2008. La République tricolore, elle, a plutôt maintenu, voire étendu, sa protection sociale, au nom de cette « passion française pour l'égalité » observée par Alexis de Tocqueville, et rappelée par l'historien Michel Winock (lire page 63). Du coup, comme le montre le coefficient de Gini, mesure de référence des inégalités, l'action redistributive de la France parvient à mieux raboter les disparités de niveau de vie en France qu'en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, où les écarts se sont creusés. Et c'est sans compter les transferts « en nature » - l'accès à des services publics largement gratuits comme la santé et l'éducation - qui contribuent aussi à limiter les inégalités.

Le modèle redistributif français lutte efficacement contre la pauvreté, où il concentre ses efforts. Ainsi, sans intervention de la puissance publique, la France compterait 26,3 % de gens vivant avec moins de la moitié du revenu médian, bien plus nombreux qu'aux Etats-Unis (moins de 20 %) ! Mais grâce aux minima sociaux (RSA, minimum vieillesse, aide aux handicapés) qui couvrent près de 7 millions de personnes, grâce aussi aux allocations logement et familiales, il n'y a finalement que 8,5 % de très pauvres en France, le même niveau qu'en Suède, si célébrée pour son égalitarisme.

Compenser n'est pas corriger « Cet accomplissement ne doit pas masquer les faiblesses du modèle français, avertit Pierre Cahuc, économiste à Sciences-Po. Car, depuis la crise de 2008, les inégalités originelles de revenus se sont nettement creusées, à cause de la dégradation des conditions d'emploi de la large frange de la population non qualifiée, liée aux dysfonctionnements du marché du travail et du système de formation. L'Etat compense a posteriori, mais cela pallie les inégalités sans vraiment les corriger.

» Ainsi, l'écart des revenus bruts entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres s'est élargi d'un cinquième depuis la crise : ils sont désormais 21 fois plus élevés. Mais après impôts et transferts, voilà l'écart réduit à 5,7, niveau quasi stable.

Pourquoi de telles disparités entre les revenus bruts ? D'abord parce que le chômage reste élevé dans l'Hexagone. Trop de jeunes peinent à entrer sur le marché du travail, trop de seniors en sont éjectés. De plus, « la France est frappée plus vite et plus fort qu'ailleurs par la bipolarisation des emplois à l'oeuvre dans tous les pays développés du fait de la mondialisation et de la digitalisation », relève Ariell Reshef, co-auteur d'une étude pour l'Ecole d'économie de Paris. Celle-ci illustre le recul en dix ans des emplois des classes moyennes (ouvriers qualifiés, techniciens, employés de bureau ) face au développement de ceux occupés par les classes populaires (livreurs, caristes, services à la personne, serveurs, personnel de ménage, de sécurité ) et ceux des classes supérieures (managers, ingénieurs, informaticiens, consultants, experts en marketing ). D'un côté, les rémunérations des hauts cadres et des jeunes loups de la finance ou de la high-tech flambent. De l'autre, près d'un actif sur quatre vit une situation de mal-emploi, en CDD, en intérim, en temps partiel subi, au chômage, ou a renoncé à chercher un travail.

Pour combler ces écarts grandissants, les pouvoirs publics redistribuent toujours plus d'argent public. « Un pognon de dingue », disait Emmanuel Macron. De fait, le modèle socio-fiscal français, champion des prélèvements obligatoires (48,4 % du PIB), avec des dépenses sociales record (31,2 % du PIB, pour 20 % en moyenne dans les 37 pays de l'OCDE), en déficit chronique, atteint ses limites. Encadrement des dépenses de santé, réformes en série des retraites, économies sur l'assurance-chômage : il est voué à devenir moins généreux. « Ce serait très risqué de détricoter le modèle, bouclier contre la pauvreté et facteur de cohésion sociale, avant d'avoir corrigé ces inégalités primaires, qui demandent des réformes de fond et du temps pour s'améliorer », alerte cependant Eric Heyer, à l'OFCE.

« Dynamique à effets pervers » Mais Patrick Artus, chef économiste de la banque Natixis, pointe, lui, « la dynamique à effets pervers » de cette machinerie redistributive massive. L'analyse d'Antoine Goujard, à l'OCDE, dans la revue Futuribles de décembre en donne un exemple. Notant les moins bons résultats face aux inégalités globales que pour réduire la pauvreté (voir graphiques ci-dessus), il note que « le modèle français est très protecteur pour les plus modestes, mais moins favorable aux classes moyennes, notamment parce que les cotisations sociales, allégées au niveau du smic [à 4 %] pour soutenir l'emploi des peu qualifiés, pèsent encore à 36 % sur le salaire médian, un écart qui freine l'augmentation de pouvoir d'achat des travailleurs à bas salaires. » Un symptôme de ce pays qui dépense plus que les autres dans le social et moins que les autres dans l'école primaire. Gaëlle Macke .

Macron, président des riches ?

Pour près de trois quarts des Français, Emmanuel Macron reste le président des riches. Il paye son péché originel: avoir, dès l'entame de son mandat, déboulonné le symbolique impôt sur la fortune (ISF), réduit aux seuls actifs immobiliers. Autre mesure favorable aux plus fortunés: la baisse de l'imposition des revenus du capital désormais soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 %. Dans l'objectif de stimuler l'investissement des « premiers de cordée », l'allègement de facture fiscale est substantiel: 4,5 milliards d'euros par an dont 1,7 million en moyenne rendu à chacun des 100 plus gros contribuables. Cette réforme de la fiscalité du capital a d'ailleurs fait remonter brusquement le niveau des inégalités

(indice de Gini) en 2018. Mais depuis, confronté à la contestation des «gilets jaunes», Emmanuel Macron a dû rééquilibrer sa politique fiscale et sociale: 17milliards ont été mis sur la table. Encomptant aussi la suppression de la taxe d'habitation, «les gagnants se situent maintenant dans une large classe moyenne», constate Antoine Bozio, directeur de l'Institut des politiques publiques (IPP), qui a calculé l'impact redistributif des trois budgets du mandat, de 2018 à 2020. Ainsi, le revenu net des Français situés entre les 25 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches (voir graphiques cicontre et page61) aura gonflé de 3 % d'ici à fin 2020. Un gain supérieur à celui des 20 % les plus aisés (+ 1 %) et même au top1 %, dont le revenu ne progresse que de 2 %..?

Coup de pouce aux classes moyennes L'impact des budgets 2018-2020 sur le revenu net des 50 % des ménages les plus aisés en 2020